

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR
LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE
SOMME LITTORAL SUD**

LOT N°1 : DOMMAGES AUX BIENS

**Groupe Hospitalier de Territoire
SOMME LITTORAL SUD
Procédure portée par le CHU de AMIENS-PICARDIE
1 Rond-Point du Professeur Christian Cabrol
80054 Amiens Cedex 1**

Pouvoir adjudicateur (souscripteur) :	CHUAP, établissement support du GHT Somme Littoral Sud							
Souscripteurs :	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Entité</th><th>Date d'effet</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td><input checked="" type="checkbox"/></td><td>CH DE CORBIE</td><td>01/01/2027</td></tr> </tbody> </table>			Entité	Date d'effet	<input checked="" type="checkbox"/>	CH DE CORBIE	01/01/2027
	Entité	Date d'effet						
<input checked="" type="checkbox"/>	CH DE CORBIE	01/01/2027						
Objet :	Assurances Dommages aux biens							
Date d'effet	01/01/2027							
Echéance annuelle :	1 ^{er} janvier							
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2030 à minuit, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.							
Préavis de résiliation :	Préavis de 6 mois							
Périodicité du paiement :	Annuelle							

PREAMBULE :

Ce lot ne concerne que le centre hospitalier de Corbie.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières sont réputées déroger à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

ANTERIORITE :

Franchise actuelle (contrat helvetia) : 250 000 € franchise générale. Cat/Nat = 10% des dommages mini 100K€ maxi 250K€

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE DEMANDEE

(ces spécifications peuvent faire l'objet de réserves ou d'observations)

Solution de base

LCI 19 900 000 €

GARANTIES DEMANDEES

(ces spécifications correspondent à l'offre de base)

- incendie / foudre /explosions / implosion
- dommages aux appareils électriques et électroniques
- attentats / vandalisme tous dommages / émeutes / mouvements populaires
- choc de véhicules appartenant à des tiers / chute d'appareils de navigation aérienne
- tempêtes / grêle / poids de la neige
- catastrophes naturelles / catastrophes technologiques
- responsabilité à l'égard des voisins et des tiers
- dégâts des eaux / rupture de canalisation / refoulement d'égouts / eaux de ruissellement / inondations (en l'absence de décret « catastrophes naturelles »)
- rupture de canalisations enterrées ou non / pénétration d'eau
- vol / tentative de vol et détériorations consécutives / vandalisme
- bris de glaces
- bris de machine sur équipements divers / bris de machine sur biens sensibles
- perte de marchandises sous température dirigée
- pertes d'exploitation ou pertes de recettes, y compris fermeture administrative, impossibilité d'accès et carence des fournisseurs
- frais et pertes (suite à dommage garanti, y compris catastrophes naturelles)
- tous risques sauf (y compris coulée de boue / événements hors cat nat)
- effondrement

MONTANTS DES GARANTIES

(ces spécifications peuvent faire l'objet de réserves ou d'observations)

I - ensemble des risques, sauf vol, bris de glaces, perte de marchandises sous température dirigée, bris de machine sur biens sensibles, TRI, PE

- bâtiments (ou risques locatifs)	valeur de reconstruction à neuf
- contenu (en tous lieux)	valeur de remplacement à neuf
- tous risques sauf (dab et pe cumulés)	750 000 €
- aménagements extérieurs, équipements urbains	250 000 €
- garantie automatique	1 000 000 €
- dommages aux appareils électriques (dab et pe cumulés)	150 000 €
- réseaux divers, voirie privative	1 000 000 €
- refoulement d'égout	300 000 €
- recherche de fuites	100 000 €
- dommages causés par le gel	100 000 €
- frais de reconstitution d'archives	250 000 €
- honoraires d'experts	barème UPEIMEC
- frais divers / pertes annexes	3 000 000 €
- pertes indirectes forfaitaires	10 % des dommages
- privation jouissance, perte loyers	2x valeur locative annuelle
- effondrement	1 000 000 €
- responsabilités, recours des voisins et tiers	7 500 000 €

II - vol

- détériorations immobilières / mobilières	à concurrence des dommages
- contenu y compris objets de valeur en valeur de remplacement "vétusté déduite"	150 000 €
dont sur espèces et valeurs y compris en cours de transport	50 000 €
- frais de reconstitution d'archives	25 000 €
- honoraires d'experts	barème UPEIMEC

III - bris de glaces

- bris de glaces en valeur de remplacement	150 000 €
- frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage	25 000 €
- honoraires d'experts	barème UPEIMEC

IV - perte de marchandises sous température dirigée

- pertes toutes causes 50 000 €

V - bris de machines sur biens sensibles, matériels d'exploitation et d'équipement des immeubles (DAB et PE cumulés)

- dommages sur matériels	300 000 €
- frais de reconstitution des médias et d'adaptation des logiciels	75 000 €
- frais supplémentaires d'exploitation	75 000 €
- honoraires d'experts	barème UPEIMEC

VII – tous risques informatiques et matériel de communication (1^{er} risque) (DAB et PE cumulés)

- dommages sur matériels	300 000 €
- frais de reconstitution des médias et d'adaptation des logiciels	75 000 €
- frais supplémentaires d'exploitation	75 000 €
- honoraires d'experts	barème UPEIMEC

VII – pertes d'exploitation / frais supplémentaires d'exploitation / pertes de recettes y compris fermeture administrative, impossibilité d'accès et carence des fournisseurs

- PE après incendie et événements assimilés : (y/c frais supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes)	4 800 000 € sur 12 mois
- fermeture administrative :	100 000 € sur 3 mois
- impossibilité d'accès :	100 000 € sur 3 mois
- carence fournisseurs :	100 000 € sur 3 mois

LES FRANCHISES

(ces spécifications peuvent faire l'objet de réserves ou d'observations)

- tout sinistre	10 000 €
- pertes d'exploitation / frais supplémentaires / pertes de recettes	3 jours
- catastrophes naturelles	franchise légale

DISPOSITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES

(ces spécifications peuvent faire l'objet de réserves ou d'observations)

Rappel :

L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Clauses particulières d'ordre général

1°/ Les limites de garanties ou les exclusions figurant aux conditions générales sont abrogées lorsqu'elles sont contraires aux présentes conventions particulières.

2°/ L'assureur renonce à imposer les clauses de préventions incendie et accepte de considérer comme suffisants les contrôles réglementaires effectués par le souscripteur (contrôle électrique, extincteurs...) lorsqu'ils existent et sans référence à une norme (APSA, CNPP...).

3°/ Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques, les ayant visités et/ou reconnaître avoir reçu tous les éléments d'information sur notamment les biens garantis, les activités exercées. Ils les acceptent donc tels qu'ils se présentent, en renonçant à se prévaloir de toute déclaration de l'assuré, de toute erreur ou omission, tant à propos de la construction des bâtiments, leur superficie quelle que soit leur attribution, que de la nature des approvisionnements de marchandises liquides, solides ou gazeuses, leur mode de chauffage, les moyens de protection VOL et de prévention des autres risques, la disposition des lieux, les voisinages ou contiguïtés.

4°/ L'ensemble des montants assurés expriment une garantie "*par événement*" et correspondent à une assurance dite "*au premier risque*", avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.

5°/ L'Assureur renonce à se prévaloir de toute erreur dans les superficies déclarées, dans une limite de 10% des superficies déclarées. Toute insuffisance constatée sera compensée par les excédents pouvant exister d'autre part.

6°/ L'assureur dispense le souscripteur de toute déclaration relative à des travaux de construction, réparation, installation, entretien, pouvant être effectués dans les immeubles assurés

7°/ Les garanties portent sur les immeubles appartenant ou occupés par le Centre hospitalier qui auraient éventuellement été omis dans l'inventaire dans une limite de 15% des superficies déclarées. En contrepartie, le Centre hospitalier s'engage à régler la portion de prime d'assurance correspondant à ces omissions sur la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date à laquelle elles auront été constatées.

8°/ Les garanties s'appliquent tant pour le compte du souscripteur que pour le compte du propriétaire des bâtiments lorsque les baux souscrits entre l'Établissement et le propriétaire l'exigent.

9°/ Il est toléré des bâtiments dont la construction et la couverture peuvent comporter des éléments légers quelle qu'en soit la proportion, dans la limite de 10% de la surface assurée ; par ailleurs, les bâtiments peuvent être occupés pour tout ou partie par des professions ou commerces et peuvent être contigus à des risques de toute nature. Ils peuvent contenir tout approvisionnement de marchandises ou liquides de toute nature et peuvent être équipés de tout mode de chauffage.

10°/ Certains bâtiments peuvent être édifiés sur terrain d'autrui. Toutes les dispositions pouvant exister à ce sujet aux conditions générales du contrat sont abrogées, le Centre hospitalier étant dans tous les cas considéré comme propriétaire du terrain.

11°/ Les garanties portant sur les bâtiments s'appliquent à tout bien devant être considéré comme immeuble par nature ou par destination, ainsi qu'aux clôtures, murs d'enceinte ou de soutènement, réservoirs d'eau, stations d'épuration et de pompage, aménagements extérieurs, panneaux photovoltaïques et VRD.

12°/ Les bâtiments ou parties de bâtiments classés et/ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques sont garantis en valeur de reconstruction à l'identique suivant les prescriptions et directives de l'Architecte en chef des Monuments Historiques, agissant comme Maître d'œuvre ou de toute Personne ou service qu'il désignera pour cette tâche. Tous frais ou études supplémentaires que l'Architecte en chef des Monuments Historiques jugera nécessaire seront automatiquement garantis.

13°/ Les garanties portent automatiquement sur tout immeuble acquis ou occupé par le Centre hospitalier, sous réserve d'un inventaire annuel à la diligence de l'assureur.

14°/ Les garanties portent automatiquement sur tout bien meuble (mobilier, matériel, informatique, approvisionnements, effets personnels, etc.) acquis, gardé ou utilisé par le Centre hospitalier ou qui lui serait confié à quelque titre que ce soit (y compris matériels loués), qu'ils soient contenus dans les bâtiments ou à leurs abords ou bien en dépôt chez des tiers.

15°/ Les garanties portant sur le contenu s'appliquent également aux biens mobiliers appartenant aux associations et/ou structures para-hospitalières disposant de locaux du Centre Hospitalier en l'absence de contrats d'assurance "dommages aux biens" souscrits par celles-ci.

16°/ Pour les établissements de soins possédant des unités médicales nucléaires ne nécessitant pas conformément à la réglementation en vigueur une autorisation CIREA suivant la loi 76663 du 19/7/1976, les dommages matériels, frais et pertes liés à un sinistre garanti sont couverts également lorsqu'ils sont causés ou aggravés par une source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) soumises à la Loi n°76-663 du 16 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

17°/ Le cas de malveillance excepté, l'Assureur renonce à recours contre l'ensemble des personnes placées sous la garde ou la responsabilité de l'établissement (représentants légaux, agents, malades, résidents, vacataires, stagiaires, élèves, et d'une façon générale tout occupant ou usager, etc.) ainsi que toute personne bénéficiant d'un logement de fonction ou toute personne - morale ou privée - disposant des locaux du Centre Hospitalier.

Il renonce également à recours contre les personnes morales ou privées contre lesquelles l'établissement aurait lui-même renoncé à recours, par convention et d'une façon générale, il dispense l'établissement de lui déclarer toute renonciation à recours ; dans tous les cas, l'Assureur pourra cependant diriger son recours contre l'Assureur éventuel des personnes impliquées, dans la limite des garanties dont elles disposent.

Dispositions spécifiques liées aux règles de la commande publique

18°/ Les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

19°/ Pour réaliser son estimation, l'expert missionné par la compagnie d'assurance devra tenir compte du résultat du ou des marchés publics passés par l'assuré pour la reconstruction ou la réparation des biens sinistrés. Ainsi, la valorisation proposée pour la valeur de reconstruction ou de remplacement à neuf devra correspondre aux propositions tarifaires des attributaires desdits marchés publics.

20°/ Compte tenu de la possibilité pour les acheteurs publics d'utiliser des techniques d'achat groupés, l'assuré pourra fournir comme justificatifs les résultats des marchés passés.

21°/ L'assuré peut apporter la preuve de l'existence des biens détruits ou volés par tous moyens (factures d'achat, inventaires...) et sera dispensé de la fourniture des factures d'acquisition pour les biens de plus de 10 ans.

Clauses particulières spécifiques à certaines garanties

22°/ La garantie « **Incendie** » couvre également les dommages consécutifs à une combustion se produisant en dehors d'un foyer normal, les dommages consécutifs à un excès de chaleur, qu'elle qu'en soit la cause, les dommages causés par les fumées, quelle qu'en soit l'origine, et ceux dus aux opérations de lutte contre le feu.

23°/ La garantie « **Explosions** » comprend également les dommages qui pourraient être consécutifs à une explosion prenant naissance à l'intérieur des machines.

24°/ La garantie « **Dégâts des eaux** » s'applique également aux conséquences de fuites ou refoulement des canalisations enterrées, aux dommages causés par le gel, y compris à l'extérieur des locaux chauffés, aux dommages provoqués par la fuite de tout fluide, quelle qu'en soit la nature, aux conséquences d'un engorgement des descentes d'eaux pluviales, aux conséquences des inondations (à défaut de décret de catastrophes naturelles) ou des eaux de ruissellement, quelle qu'en soit l'origine.

Cette garantie prend en charge les frais de recherches de fuites, de pompage et de dégorgement.

En cas de sinistre dégâts des eaux ou de fuites non décelées, est couverte la surconsommation ou la perte d'eau qui pourrait être facturée et ce dans la limite de l'extension de garantie « Recherches de fuites ».

25°/ La garantie « **Tempêtes/grêle/poids de la neige sur les toitures** » s'applique aux bâtiments en cours de construction, ainsi que ceux disposant de tout type de couverture, y compris les auvents dans la mesure où ces installations ont été mise en œuvre selon les règles de l'art par une entreprise qualifiée ; elle s'applique aussi aux installations intégrées aux bâtiments et/ou toitures (volets, persiennes, châneaux, stores, enseignes, machineries d'ascenseurs, pompes à chaleur ou appareils de climatisation, etc...).

Elle comporte également les effets du vent ou choc d'objets renversés ou projetés, les dommages de mouille à l'intérieur des bâtiments et à leurs abords et ce dans les 72 H. suivant le moment où ces bâtiments ont subi les premiers dommages.

Enfin, elle s'applique aux conséquences des événements naturels hors catastrophe naturelle en tenant compte des phénomènes locaux dus à la géographie de montagne, sans qu'il soit besoin d'établir une vitesse du vent ou d'autres dégâts alentours

26°/ La garantie « **Dommmages aux appareils électriques et électroniques** » aux dommages occasionnés aux canalisations enterrées. Par ailleurs, il est fait application sur cette garantie d'une vétusté conventionnelle de 5% par an sur tout appareillage et de 2,5% par an sur les canalisations électriques ; la vétusté est dans tous les cas plafonnée à 50%.

27°/ La garantie « **Vol** » est acquise dès lors qu'il y a effraction du bâtiment quels que soient ses moyens de protection.

Cette garantie s'applique également aux vols d'espèces ou de valeur, y compris en cours de transport, sans limitation particulière portant sur les parcours, les horaires, le nombre ou l'âge des porteurs.

Par ailleurs, la garantie des détériorations immobilières/ mobilières s'applique également dans le cas du vol d'éléments immobiliers, indépendamment du vol de biens mobiliers.

28°/ La garantie « **Vandalisme** » est étendue aux jets de peinture et/ou graffitis appliqués sur les immeubles

29°/ La garantie « **Bris de glaces** » s'applique à tous dommages dont l'origine est accidentelle ou non. Elle s'applique à tous éléments verriers ou en matière plastique intégrés dans une construction et notamment les skydome, capteurs solaires, verrières, vérandas ainsi qu'aux serres. Elle s'applique également aux frais de clôtures provisoires.

30°/ La garantie « **Effondrement** » prend en compte l'effondrement total / partiel d'un bien assuré ou partie de ce bien, ainsi que les menaces imminentes d'effondrement. Elle s'étend à la prise en charge des mesures de prévention de l'effondrement après accord préalable de l'assureur si menace imminente.

31°/ La garantie « **Recours des locataires et des tiers** » s'applique également aux dommages subis par les véhicules à moteur leur appartenant.

32°/ La garantie « **Frais divers / pertes annexes** » s'applique à l'ensemble des frais consécutifs à un sinistre entrant dans le cadre des garanties, notamment aux frais de déplacement/replacement/relogement, frais de démolition et déblais, frais de nettoyage, de pompage, séchage, de décontamination (*y compris du fait de la radioactivité*), désamiantage et dépollution (*y compris frais de diagnostic, de mesure, de destruction ou de neutralisation avant mise en décharge des biens, ainsi que les frais de transport jusqu'au lieu de traitement ou de décharge*), de retraitement des eaux ou tous fluides, frais de clôture provisoire ou de gardiennage, frais de reconstitution des supports d'information, frais de remise en état des lieux en conformité avec la législation, frais exposés à la suite de mesures conservatoires imposées par l'administration, frais de gardiennage et de clôture provisoire, frais sauvetage, protection et conservation, frais d'étalement, bâchage, échafaudage, frais d'ingénierie, de bureaux d'études, de décorateurs, frais de transport, honoraires de conseil, prime d'assurance dommages ouvrage, remboursement des intérêts d'emprunt ou des redevances aux organismes de crédit-bail, perte de loyers, perte d'usage.

33°/ La garantie « **Honoraires d'experts** » s'applique également aux dommages résultant de **catastrophes naturelles**.

34°/ La garantie « **VRD / ouvrages de génie civil et ouvrages d'art** » s'applique aux dommages résultant d'un événement couvert dans le cadre des risques de base et couvre les ouvrages de génie civil ou de travaux publics.

35°/ La garantie « **bris de machines sur biens sensibles, matériels d'exploitation et d'équipement des immeubles** » s'applique automatiquement à tous les matériels liés à l'exploitation des bâtiments et infrastructures : groupe électrogène, compresseur, motorisations et mécanismes, transformateurs, ascenseurs, monte-charge, traitement de l'air, chauffage et chaudière, climatisation, ventilation, pompe à chaleur, traitement des eaux, pompage ou filtration, tous les matériels de blanchisserie / lingerie, restauration / cuisine...

Les matériels peuvent être déplacés, étant entendu que la garantie porte sur les risques de démontage, transport et remontage et qu'elle demeure acquise en cas de défaillance du constructeur ou de la société chargée de la maintenance, l'assureur ne renonçant pas à son droit à recours contre le dit constructeur (et/ou société) défaillant. Les matériels portables sont garantis en tous lieux.

Cette garantie porte également sur l'ensemble du matériel médical : imagerie médicale, matériel médical technique, matériel de stérilisation, d'analyse ...

36°/ La garantie « **tous risques informatiques et matériel de communication** » s'applique automatiquement et en tous lieux (y compris en cours de transport) à l'ensemble des matériels bureautique, informatique et périphériques, serveurs, onduleurs, reprographie, impression, téléphonie, affichage (y compris panneaux d'affichage), surveillance (notamment caméras, centrale de surveillance...), sonorisation, vidéo, audio, autocommutateurs, matériels de paiement, matériels d'exploitation des parkings, matériels de transmission...

Les matériels peuvent être déplacés, étant entendu que la garantie porte sur les risques de démontage, transport et remontage et qu'elle demeure acquise en cas de défaillance du constructeur ou de la société chargée de la maintenance, l'assureur ne renonçant pas à son droit à recours contre le dit constructeur (et/ou société) défaillant. Les matériels portables sont garantis en tous lieux.

37°/ Concernant la garantie « tous risques sauf » : SONT SEULS ET FORMELLEMENT EXCLUS LES DOMMAGES CAUSES PAR LES ÉVÈNEMENTS SUIVANTS :

- (1) LA GUERRE CIVILE
- (2) LA GUERRE ÉTRANGÈRE.
- (3) LA MISE SOUS SÉQUESTRE, LA SAISIE OU LA DESTRUCTION EN VERTU DES RÈGLEMENTS DE DOUANE OU DE QUARANTAINE, LA DESTRUCTION, LA CONFISCATION PAR ORDRE DES AUTORITÉS CIVILES OU MILITAIRES, à l'exception des actes de destruction ordonnés pour empêcher la propagation d'un Sinistre.
- (4) LES RÉACTIONS OU RADIATIONS NUCLÉAIRES OU LA CONTAMINATION RADIOACTIVE, QUELLE QU'EN SOIT LA CAUSE ET QU'ELLES SOIENT DIRECTES OU INDIRECTES, PROCHES OU ÉLOIGNÉES.
- (5) TOUT ACTE FRAUDULEUX OU MALHONNÊTE COMMIS PAR LES ASSURÉS.
- (6) LES DISPARITIONS INEXPLIQUÉES ET MANQUANTS CONSTATÉS À L'OCCASION D'INVENTAIRE.
- (7) LE DÉFAUT DÉLIBÉRÉ ET PERMANENT D'ENTRETIEN IMPUTABLE AUX ASSURÉS.
- (8) LES DOMMAGES CORPORELS.

SONT SEULS ET FORMELLEMENT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES SUIVANTS, étant précisé que s'il en résulte des dommages matériels non exclus par ailleurs, les dits dommages consécutifs seront couverts :

- (10) LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LA POLLUTION, LE BROUILLARD, L'HUMIDITÉ OU LA SÉCHERESSE DE L'ATMOSPHÈRE, LA CONTRACTION, ÉVAPORATION, PERTE DE POIDS, ROUILLE, CORROSION, ÉROSION, CONTAMINATION, LE POURRISSEMENT, LA MOISSURE OU DÉCOMPOSITION, ALTÉRATION DE SAVEUR, COULEUR, TEXTURE OU APPRÊT, LES INSECTES OU LA VERMINE.

Toutefois, ces dommages seront garantis s'ils sont la conséquence d'un autre événement non exclu par ailleurs.

- (11) LES DOMMAGES DUS À LA DÉTÉRIORATION PROGRESSIVE ET NORMALE, L'USURE.
- (12) LES DÉTOURNEMENTS, LES SABOTAGES IMMATÉRIELS DE DONNÉES ET PROGRAMMES INFORMATIQUES.
- (13) LES GARANTIES DU RESSORT DES ASSURANCES OBLIGATOIRES.
- (14) LES DOMMAGES DE TOUTE NATURE AUX INFORMATIONS SUR TOUS SUPPORTS INFORMATIQUES (Y COMPRIS EN COURS DE TRANSMISSION OU DE TRAITEMENT) LES DOMMAGES RÉSULTANT DE L'IMPOSSIBILITÉ TOTALE OU PARTIELLE, POUR LES ASSURÉS, LEURS FOURNISSEURS, PRESTATAIRES OU CLIENTS, D'UTILISER OU D'ACCÉDER AUX INFORMATIONS QU'ILS DÉTIENNENT, AINSI QUE LES FRAIS ET PERTES (Y COMPRIS LES PERTES D'EXPLOITATION) QUI EN RÉSULTENT.
